

Discours retraités SEV-CFF-27/10/10 à Lausanne

Josiane Aubert, conseillère nationale

C'est pour moi un grand plaisir et un privilège de venir faire un discours chez vous. Non seulement parce que l'action syndicale constitue une des ressources fondamentales pour l'action politique. En effet, c'est, à mon sens, la forme de militantisme la plus concrète puisqu'elle touche, de manière directe, à l'organisation du monde du travail, et à la défense des droits des travailleuses et des travailleurs.

Mais aussi, les membres retraité-e-s des syndicats sont des camarades essentiels pour l'élaboration des projets et des combats politiques futurs.

En effet, comme vous avez tous pu le constater lors de la dernière crise financière qui, sans aucun doute, n'est pas encore terminée, l'Histoire se répète sans cesse, contrairement à ce qu'à voulu affirmer la droite patronale pendant plus de trois décennies.

C'est pour cette raison que vous êtes, toutes et tous, des acteurs importants, car vous avez le recul sur le passé et sur les combats syndicaux que vous avez mené tout au long de votre vie active. Et que, par ailleurs, vous continuez à mener en faisant partie du groupe des retraité-e-s.

Dans une société, qui stigmatise de plus en plus les personnes âgées, car, soit-disant, elles coûtent trop chères aux assurances sociales, il me paraît important de rendre hommage à la fois à votre militantisme qui a contribué à améliorer les droits des travailleuses et travailleurs de ce pays, mais aussi souligner que la société de demain ne se construira pas sans vous, car nous avons besoin de vous ! La solidarité intergénérationnelle est un élément essentiel pour la cohésion sociale et la société du XXI^e siècle!

Les dossiers actuels concernant directement les CFF et les travailleurs :

- **Caisse de pension CFF- L'assainissement ne doit pas se faire sur les dos des assuré-e-s**

Je ne vais pas entrer dans les détails du dossier relatif à l'assainissement de la caisse de pension des CFF, vous le connaissez sûrement mieux que moi. Mais j'aimerais toutefois insister sur le fait que ce dossier montre les paradoxes de la politique ultralibérale voulue par la droite patronale de ce pays. En effet, en se « débarrassant » de la gestion des CFF en la constituant en société anonyme, le Conseil fédéral ne s'était pas inquiété des conséquences de l'autonomisation de la caisse de pension sous prétexte de l'euphorie boursière.

Mais comme la bourse, ça « monte », ça « descend », cette situation « euphorique » (on se demande bien pour qui, par ailleurs) n'a pas duré longtemps puisque, suite à la crise boursière de 2001, la caisse de pension a vu son fonds de couverture des risques baisser de manière drastique.

En 2008, la Confédération a, enfin, envisagé de participer à l'assainissement de ladite caisse. Et pas plus tard que ce mois, la Commission des finances du Conseil aux Etats a accepté la

participation de la Confédération pour l'assainissement à hauteur de 1,114 milliards de francs. Les CFF devront, pour leur part, verser la même somme et d'autres contributions d'assainissement, et la part de la confédération est un versement unique.

Ce n'est, bien évidemment, pas la solution idéale, mais cette décision prouve que la Confédération admet sa responsabilité dans ce dossier envers les travailleuses et travailleurs des CFF. Il est inacceptable que le financement pérenne de cette caisse se fasse en partie sur le dos des employé-e-s. En effet, vous avez déjà fait de nombreux sacrifices en vue d'assainir cette situation : passage de la retraite de 63,5 à 65 ans. Pas de renchérissement pour les rentiers jusqu'en 2019... Mais dans la situation politique actuelle, nous devons déjà nous battre pour que les deux chambres acceptent d'ici la session de mars cette solution « du partage des sacrifices » comme la droite aime à présenter ses projets !

Le récent refus du peuple suisse de la votation sur la baisse du taux reconversion, nous montre qu'une société solidaire passe par des assurances sociales fortes, permettant ainsi à toutes et tous une prévoyance vieillesse digne de ce nom. Il va de soi que les socialistes feront le nécessaire, lors des prochaines sessions, pour qu'un montant garantissant une stabilité pérenne de la caisse soit accordé.

Un Etat de droit doit garantir à l'ensemble de ses citoyennes et citoyens une prévoyance vieillesse digne de ce nom, d'autant plus pour les CFF et l'ensemble des services publics, en vue de fidéliser un personnel de qualité.

- **Augmentation des tarifs des transports**

La société de demain doit aussi promouvoir davantage la mobilité durable. La Suisse jouit d'un système de transports publics d'une densité et d'une qualité uniques en Europe. Dans aucun autre pays d'Europe occidentale, la part du rail n'est aussi élevée dans le trafic des marchandises. Mais les débats sur ce thème mettent souvent en avant les coûts, tandis que les avantages écologiques et économiques de ce système sont passés sous silence.

Sans un réseau dense, efficace et moderne de transports publics, la mobilité serait ingérable en Suisse. Le soutien de la population est extraordinaire; il s'est exprimé lors de plusieurs votations populaires. Le peuple a confirmé plusieurs fois son attachement à une politique progressiste de transfert du trafic de la route au rail. Les infrastructures ferroviaires, qui sont de qualité et bien développées, contribuent durablement à la protection de la nature, à la cohésion sociale et à la prospérité de l'ensemble du pays.

Il est indispensable de garantir la maintenance des infrastructures et du matériel roulant et un développement ciblé des infrastructures, en particulier pour les raisons suivantes : gestion de la demande de transports, protection des Alpes, protection du climat, protection contre le bruit. Ces revendications sont aussi à mettre en relation avec un aménagement durable du territoire. Construire plus de routes ne permettrait pas d'éliminer les bouchons, bien au contraire.

Une fois de plus, tout ceci ne doit pas se faire sur le dos des usagères et des usagers. La récente décision des CFF d'augmenter de 6 % en moyenne le prix en moyenne des transports est, à mon avis, contraire au principe du développement durable et à la diminution du trafic motorisé individuel.

Elle est cependant à mettre en parallèle avec la politique d'étranglement financier que la Confédération met en place sous prétexte de rigueur budgétaire et de réduction de la dette. Ce que nos prédécesseurs aux XIXe et XXe siècles ont accompli en pensant aux générations futures, par des investissements bien pensés et des dettes assumées, a permis à notre pays de bénéficier des infrastructures riches actuelles.

Mais les politiciens de droite n'ont plus que programmes d'économie, rigueur budgétaire et réduction de la dette à la bouche. Ils proposent dans la foulée de supprimer de nombreuses petites lignes de bus ou de trains. Cette attitude est très préoccupante face aux défis qui se profilent pour les grands projets à venir, nécessaires pour assurer le développement dans des perspectives durables et en préservant l'environnement. La bataille politique sera rude et les socialistes la mèneront avec détermination ces prochaines années pour éviter des coupes dramatiques et des reports de charges incessantes sur les usagers et les cantons...

Cette conception n'est pas partagée par la droite économique et la nouvelle cheffe du DETEC, Doris Leuthard nous montrera ces prochaines semaines sa ligne politique dans ces domaines... Economiesuisse a donné le ton par sa vision du développement durable : percement d'un deuxième tunnel autoroutier au Gothard et constructions de nouvelles centrales nucléaires. Et en ce qui concerne l'investissement pour rail 2030, Economiesuisse souhaite des investissements uniquement si le financement en est assuré.

L'unique but d'Economiesuisse est d'affamer l'Etat en proposant des baisses d'impôts drastiques. Baisse d'impôts que, par ailleurs, le Conseil fédéral effectue à satiété depuis une vingtaine d'années. Nous resterons donc très attentifs ces prochains mois sur les projets de Mme la Conseillère fédérale Leuthard.

Prochaines votations et échéances électorales

- votations du 28 novembre

Fiscalité : En lien direct avec ce que je viens de vous dire, je ne peux m'empêcher de vous inviter à voter OUI à l'initiative fiscale du parti socialiste suisse le 28 novembre prochain. Cette initiative contient les buts suivants :

- 1. stopper les abus de la concurrence fiscale :** Aujourd'hui, les cantons et les communes se disputent les multimillionnaires à coups de cadeaux fiscaux accordés aux contribuables les plus aisés. Avec, pour conséquence, des pertes de recettes dont les personnes disposant de revenus inférieurs paient la facture. L'initiative pour des impôts équitables entend justement mettre un terme aux abus de cette concurrence fiscale.
- 2. En finir avec des taxations dégressives absurdes:** Dans de plus en plus de cantons (par exemple dans le canton d'Obwald), les contribuables les plus riches payent proportionnellement moins d'impôts que les personnes qui disposent de revenus inférieurs. Notre initiative interrompt cette tendance inéquitable en interdisant purement et simplement les barèmes dégressifs.
- 3. L'initiative est une solution modérée:** L'initiative établit un taux minimal d'imposition pour les très hauts revenus et les grandes fortunes. Seule une petite minorité de contribuables sont concernés, à savoir celles et ceux qui disposent d'un revenu imposable supérieur à 250 000 francs ou d'une fortune imposable nette supérieure à 2 millions de francs.

4. **4. Plus de justice:** cette initiative vise à établir une meilleure justice fiscale. Premièrement, entre les fortunes et revenus élevés et ceux qui le sont moins, parce que les contribuables les plus aisés ne seront plus privilégiés par rapport au reste de la population. Deuxièmement, entre les cantons et les communes, parce que la spirale de la sous-enchère fiscale sera interrompue.

Les problématiques que je vous ai exposées tout au long de mon discours ne peuvent se résoudre sans une fiscalité équitable et une participation proportionnelle des gros revenus de ce pays quant à leur capacité contributive.

Je vous invite également à dire 2XNON à l'initiative UDC sur le renvoi des criminels étrangers ainsi que le contre-projet du Conseil fédéral qui n'est qu'une pâle copie de la première. Un crime est un crime. Et les crimes doivent être punis. Si l'on considère les individus comme égaux, on ne peut pas appliquer pour le même crime un droit différent et ce, parce qu'un individu est de nationalité différente. Développer un droit parallèle basé sur la nationalité est inadmissible. Il n'y a donc pas à hésiter face à une initiative qui vise précisément à appliquer un droit différencié sur la base de la nationalité. Toute sanction ne peut être définie qu'indépendamment de la nationalité. Elle ne peut dépendre que de l'importance de l'infraction ou du crime. L'USS, Travail suisse, tous les syndicats du pays, rejettent ainsi énergiquement l'initiative de l'UDC qui vise à renvoyer des criminels sur la base de leur nationalité. Cette initiative n'est d'ailleurs pas compatible avec certaines garanties fondamentales de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et du Pacte des Nations Unies relatifs aux droits civils et politiques (Pacte ONU II) et aurait dû conséquemment être invalidée !

Il n'y a pas de place non plus pour une contre-proposition adoucie à la manière du contre-projet du Conseil fédéral – et ce, même en respectant le droit international. Encore une fois, toute sanction doit être rapportée à l'importance de l'infraction ou du crime, et non à la nationalité. Ce principe ne doit faire l'objet d'aucun compromis.

Rappelons-nous que cette initiative dite « des moutons noirs » a été l'instrument de campagne de l'UDC lors des dernières élections fédérales. Et n'oublions jamais que la méthode de focaliser les problèmes sur des boucs-émissaires pour détourner les citoyens des vrais problèmes ne date pas d'hier : les juifs dans les années 30, les italiens et espagnoles dans les années 70 avec Schwarzenbach, les musulmans en 2009 et maintenant les criminels étrangers ou les Roms en France en 2010. Et pendant ce temps, les attaques sur les assurances sociales se poursuivent à un rythme incessant pendant que les responsables de la crise financière s'en sortent sans grand dommage et sont prêts à reprendre leurs activités qui tiennent du grand jeu de poker !

- **Importance des prochaines élections fédérales :**

Elles se tiendront en automne prochain. Je ne puis que vous invitez à élire et à faire élire les candidates et candidats des partis qui vous défendent réellement. En effet, nous assistons face à la montée de l'UDC, à un durcissement et une polarisation de l'Assemblée fédérale sur des sujets fondamentaux et qui touchent la plupart du temps la solidarité, la cohésion sociale et les combats syndicaux :

Durcissement de la politique migratoire, baisse des impôts pour les plus fortunés, démantèlement des assurances sociales, freinage des investissements, privatisation des services publics, diminution de l'aide au développement,... : Avec une vision aussi libérale et conservatrice, il est très difficile pour la gauche de faire passer ses projets et ainsi de construire la Suisse de demain.

Nous nous battons avec acharnement pour maintenir l'Etat social que vous avez d'ailleurs contribué à construire ces cinquante dernières années. Quel avenir allons-nous laisser à nos enfants et nos petits-enfants si nous laissons la droite économique gouverner...

Il faut juste savoir quels intérêts certains partis défendent avec leurs propositions. En se battant pour une société plus juste, le parti socialiste a toujours défendu les droits des travailleuses et travailleurs de ce pays afin qu'ils aient accès à toutes les ressources qu'un Etat démocratique doit offrir : santé, sécurité, logement, éducation, environnement sain.

Mais pour continuer à mener ce combat, nous avons besoin de vous !!!